

# Rompre la Spirale de Crise Alimentaire & Nutritionnelle au Mali

Avril 2022

Le Mali fait face à la pire crise alimentaire et nutritionnelle des dix dernières années.<sup>1</sup> Fin 2021, le cadre harmonisé estimait que 1,2 million de personnes étaient en crise alimentaire au Mali, et les projections prévoyaient une hausse de ce nombre à 1,8 million d'ici la période de soudure agricole de juin 2022. Cette augmentation risque d'être plus importante et plus rapide qu'anticipé dans les zones affectées par des soudures pastorale et agricole précoces du fait de l'épuisement accéléré des stocks, du renouvellement inégal des pâturages, d'une hausse inhabituelle des prix, et de l'impact de l'insécurité.<sup>2</sup> Les régions les plus touchées sont principalement, à l'exception du Nord de Koulikoro et Kayes, des zones affectées à la fois par l'insécurité et la mauvaise répartition des pluies de 2021, en particulier les zones du Centre et du Nord, frontalières avec le Burkina Faso et le Niger.

L'insécurité alimentaire associée aux problèmes d'anémie, d'accès insuffisant à de l'eau potable et de propagation de maladies infantiles telles que la diarrhée, les infections respiratoires aiguës, le paludisme ou encore la rougeole, entraînent une hausse inquiétante des niveaux de malnutrition aiguë à travers le pays. Le nombre d'enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë devrait ainsi augmenter de 53% comparativement à l'année dernière atteignant 1,2 million d'enfants entre septembre 2021 et août 2022. Parmi eux, les cas de malnutrition aiguë sévères (MAS) devraient augmenter de 48% atteignant 309 824 enfants. Selon les projections du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), si rien n'est fait d'ici juin 2022 pour augmenter significativement la prévention et la prise en charge de la malnutrition, la part de cercles administratifs faisant face à des niveaux de malnutrition sérieux ou critiques (phases 3 et 4) devrait passer de 19% à 82%.<sup>3</sup>

## CARTE ET VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION PROJETÉE (PROJETÉE 1 : OCTOBRE 2021 – MAI 2022, PROJETÉE 2 : JUIN 2022 – AOÛT 2022)

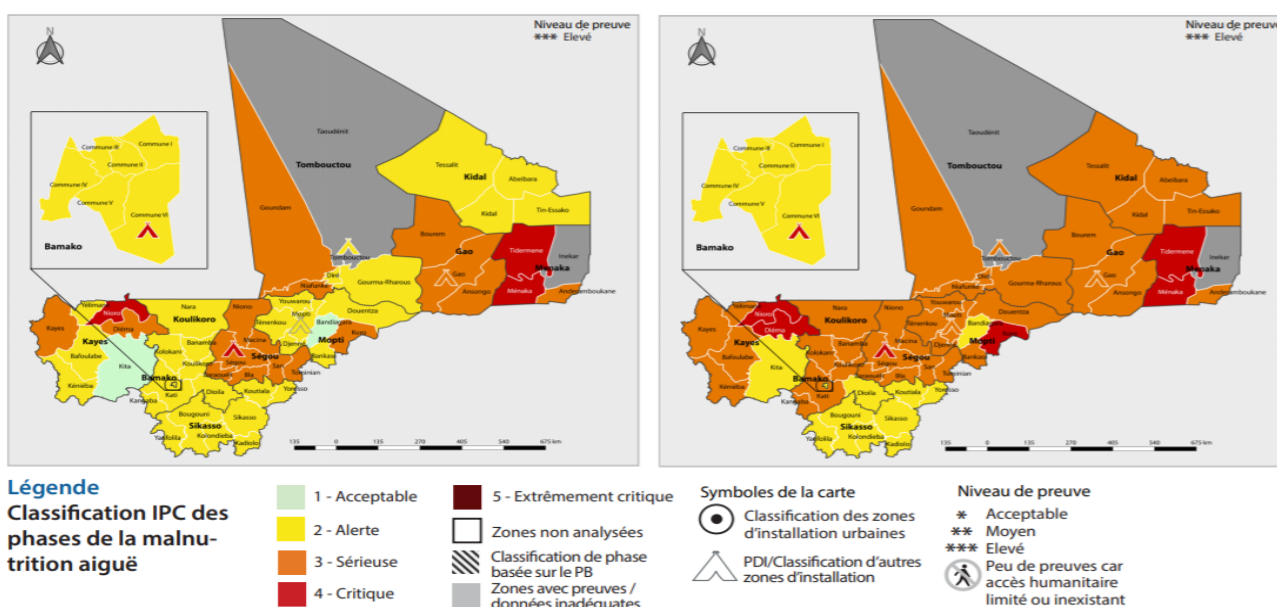


Figure 1: Analyse IPC de la malnutrition aiguë juin 2021-août 2022

<sup>1</sup> Voir la note conjointe du cluster sécurité alimentaire et du FONGIM de décembre 2021, [Une dégradation sans précédent de la sécurité alimentaire au Mali – L'urgence d'agir maintenant et préparer 2022](#)

<sup>2</sup> FewNet, Mali : L'insécurité et la hausse des prix des denrées alimentaires réduisent l'accès des ménages aux vivres, Perspectives sur la sécurité alimentaire, février 2022

<sup>3</sup> Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire, Mali – Analyse IPC de la Malnutrition aiguë Juin 2021 – août 2022, mars 2022

La malnutrition aiguë représente un problème majeur de santé publique au Mali. Le manque de vitamines et de minéraux essentiels dont souffrent les enfants qui en sont atteints entraîne un retard de croissance et de développement dont les séquelles peuvent être irréversibles à long terme. C'est une des principales causes de morbidité et de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans.

## **1. Les impacts d'une soudure agricole précoce, des hausses de prix et des chocs exogènes**

1,2 million de personnes se trouvaient déjà en période de soudure sans stocks disponibles en octobre 2021. Depuis, d'autres sont venues s'ajouter ou viendront s'ajouter à elles dans les mois qui viennent avec l'épuisement précoce de leurs stocks et une soudure précoce prévue pour avril 2022. En janvier 2022, une évaluation des besoins multisectoriels menée par World Vision dans les régions de Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou auprès de 25 168 personnes montrait que la moitié des ménages enquêtés ne disposait pas de stock alimentaire, une proportion montant à 70% pour les ménages dirigés par des femmes. 67% des ménages interrogés disaient recourir à des stratégies de survie négatives dont la réduction du nombre de repas par jour, la diminution de la quantité de nourriture durant les repas ou encore l'emprunt ou la dépendance à l'aide des amis ou parents.<sup>4</sup>

Les ménages ayant épuisé leurs stocks dépendent entièrement des marchés pour leur consommation et subissent donc une double peine avec l'augmentation exceptionnelle des prix. Au lieu d'observer l'habituelle baisse suite aux récoltes de fin d'année, les prix en février des principales céréales et légumineuses constituant l'alimentation de base connaissent une hausse moyenne de 79% pour le mil, 95% pour le sorgho et 55% pour le maïs par rapport à la même période l'année dernière.<sup>5</sup> Ces hausses sont notamment dues à la mauvaise production céréalière en 2021 en baisse de 10% par rapport à 2020<sup>6</sup> qui contribue à une baisse de 62% des ventes des producteurs comparativement à février 2021. La baisse des quantités vendues s'explique par différents facteurs dont le manque de stocks des producteurs qui les pousse à garder une proportion plus importante pour leur propre consommation, l'insécurité qui perturbe les réapprovisionnements de certains marchés ou encore la reconstitution de stocks par les commerçants locaux et des pays frontaliers.<sup>7</sup>

La guerre en Ukraine risque également d'avoir un impact sur les prix de produits alimentaires pour lesquels la Russie et l'Ukraine sont de grands producteurs tels que le blé, l'huile de tournesol ou le sucre ainsi que sur des produits essentiels à l'agriculture comme les engrais. Le Mali dépend à plus de 50% des importations de blé de Russie pour sa consommation<sup>8</sup>.

D'autres chocs tels que les nouveaux déplacements forcés de populations liés à la recrudescence de violences à Ménaka pourraient pousser des milliers de personnes additionnelles dans des situations de détresse alimentaire.

## **2. Une soudure pastorale précoce dans des zones affectées par la crise alimentaire & nutritionnelle**

L'augmentation des prix affecte déjà les éleveurs des zones du Nord, du Centre et de Kayes faisant face à une mauvaise soudure pastorale.<sup>9</sup> La mauvaise répartition géographique et temporelle des pluies de 2021 a entraîné dans certaines zones des déficits dans le renouvellement des pâturages et une baisse des nappes phréatiques de surface ainsi qu'un assèchement précoce des mares. Ce déficit est renforcé par les conflits dans le Nord et le Centre qui empêchent l'accès des pasteurs à certaines zones favorablement fournies et

<sup>4</sup> World Vision Mali, Multisector Rapid Needs Assessment – Ségou, Mopti, Gao & Tombouctou, janvier 2022

<sup>5</sup> Observatoire du Marché Agricole, *Bulletin mensuel, Produits Céréaliers*, février 2022

<sup>6</sup> CILSS, Observatoire des Marchés Agricoles, Système d'Alerte Précoce, FewsNet, PAM, FAO ; *Mission conjointe d'évaluation des marchés et de la sécurité alimentaire au Mali. Campagne de commercialisation 2021/2022* ; février 2022

<sup>7</sup> Observatoire du Marché Agricole, *Bulletin mensuel, Produits Céréaliers*, février 2022, p4

<sup>8</sup> World Food Programme, Implication of the Crisis in Ukraine on West Africa; RBD RAM – situation analysis; March 2022

<sup>9</sup> FewsNet

pousse les éleveurs à regrouper leurs troupeaux dans un nombre réduit de zones.<sup>10</sup> Cela entraîne une concentration des troupeaux et une surexploitation des pâturages et points d'eau accessibles et disposant encore de couverture végétale et de points d'eaux.<sup>11</sup>

**Le cas de Taoudénit<sup>12</sup>** - Certaines zones font face à des situations particulièrement critiques comme dans la région de Taoudénit. Une évaluation menée mi-février par les services techniques de Taoudénit<sup>13</sup> observe que 71% des zones évaluées avaient déjà épuisées leurs pâturages herbacés et arbustifs tandis que les 30% restant risquaient d'être épuisés d'ici un à deux mois. L'importante concentration et promiscuité des troupeaux associée à l'amaigrissement des bêtes favorise la propagation des maladies et parasites. Cela explique l'important pic de morbidité animale qui est passé de 15% à 39% entre décembre 2021 et janvier 2022.

La santé animale a un impact direct sur la santé humaine, les éleveurs étant dépendants des produits issus de la production animale pour leur consommation et leurs revenus. Ces revenus sont fortement affectés pour les éleveurs qui doivent faire face aux augmentations des prix des céréales de base et de l'aliment bétail avec des bêtes amaigrées et malades. Cela entraîne des stratégies négatives de survie comme la survente des bêtes entraînant une diminution des troupeaux et un appauvrissement de long terme avec des impacts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les proportions des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS) relevées en consultation dans les zones évaluées de Taoudénit sont passées de 3% en décembre 2021 à 8% en janvier 2022. La situation de crise alimentaire et nutritionnelle rend les adultes et les enfants plus vulnérables aux maladies, en particulier aux infections respiratoires aiguës, avec un risque important d'augmentation de la mortalité. Le taux de morbidité humaine toute maladie confondue a ainsi doublé en quatre mois passant de 4% en octobre 2021 à 8% en janvier 2022.

### 3. Une réponse insuffisante dans un contexte de restriction budgétaire

Des mesures de mitigation ont été prises par les autorités de transition avec notamment la mise en place de prix plafonds pour certains produits de première nécessité comme le riz, l'huile alimentaire, le sucre et le pain en novembre 2021.<sup>14</sup> On peut également citer les décisions de réduire les taxes sur les importations commerciales de riz tout en interdisant l'exportation de céréales constituant la base de l'alimentation, comme le mil, le sorgho, le maïs et le riz local. Ces mesures n'ont cependant pas suffi à prévenir la hausse exponentielle des prix de céréales.

Les réponses étatiques aux besoins humanitaires auraient été impactées par la pression budgétaire liée aux sanctions de la CEDEAO et à la suspension de l'aide publique des principaux bailleurs de développement. Le gouvernement n'a pas pu financer l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN) de début 2022 qui devait permettre la révision de mars-avril du cadre harmonisé. D'autres évaluations menées par les services techniques et partenaires sont en cours et devraient permettre de proposer des analyses sur les évolutions des besoins mais ne permettront pas de mettre à jour les chiffres du cadre harmonisé. Dans une année de crise exceptionnelle, cela signifie que les réponses apportées se baseront sur les projections faites en octobre et probablement sous-évaluées.<sup>15</sup>

<sup>10</sup> Alou DIAKITE & Erwann FILLLOL ; [Action Contre la Faim, Production de Biomasse en 2021 analyses et perspectives pour 2022, Mali](#) ; novembre 2022

<sup>11</sup> Voir le cas de la région de Gao cf République du Mali, Action Contre la Faim, Réseau Billital Maroobé ; [Bulletin de Surveillance Multisectorielle sur la région de Gao, Mali](#) ; N° 24 Décembre-Janvier 2022

<sup>12</sup> Taoudénit est une nouvelle région du Mali au Nord de Tombouctou et peuplée en grande majorité de populations pastorales. Son cas est choisi ici pour illustrer et détailler les problématiques auxquelles font face les éleveurs dans les zones majoritairement pastorales et fortement impactés par la soudure précoce dans le Nord.

<sup>13</sup> Office de Protection des Végétaux (OPV), Direction Régionale des Productions et des Industries Animales (DRPIA) de Taoudénit, Direction Régionale de Service Vétérinaire (DRSV) Taoudéni, Agronome et Vétérinaire Sans Frontières (AVSF), Association pour le Développement Endogène au Sahel (ADESAH) avec le soutien de l'Agence Française de Développement et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ; [Rapport évaluation des pâturages en zone pastorale dans la région de Taoudeni du 16 au 20 février 2022](#) ; février 2022

<sup>14</sup> <https://malijet.co/economie/lutte-contre-la-vie-cher-le-gouvernement-fixe-le-prix-plafond-de-certains-produits-sur-le-marche>

<sup>15</sup> Sur la base des années précédentes, les révisions du cadre harmonisé de mars revoient généralement à hausse les projections pour la soudure par rapport aux projections faites en octobre de l'année d'avant. Entre le cadre harmonisé d'octobre 2019 et celui de mars 2020 les projections du

Au-delà de l'évaluation des besoins réels, les pressions budgétaires ont également un impact sur le financement du plan national de réponse (PNR), qui est la principale réponse étatique pour soutenir les ménages des zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Du côté étatique, le PNR prévoit que l'Etat assure la distribution de 64.000 tonnes d'aliments à plus de 1,8 million de personnes vulnérables et renforce la résilience de 2,8 millions de personnes à travers la distribution de près de 5 000 tonnes d'aliments bétail. Cependant, cette réponse risque d'être amputée de la moitié du fait d'un gap de financement de plus de 48%, soit 12,4 milliards de FCFA (près de 21 million de dollars américains).<sup>16</sup>

La réponse humanitaire qui devait permettre de compléter la réponse étatique sur les réponses d'urgences et de relèvement précoce fait elle aussi face à d'importants gaps. La baisse de financements par rapport à l'augmentation des besoins depuis 2017 et le manque de financements adaptés expliquent en partie l'incapacité d'endiguer la crise alimentaire et nutritionnelle. La couverture des programmes et des interventions essentielles en nutrition reste inférieure à 50% du fait du manque de ressources.<sup>17</sup> Dans le secteur de la sécurité alimentaire, la réponse en 2021 n'était financée qu'à 25%,<sup>18</sup> l'essentiel des financements allant aux réponses rapides d'un ou deux mois avec des rations<sup>19</sup> inégales ne permettant pas toujours aux bénéficiaires de couvrir le mois et encore moins de sortir de leur vulnérabilité. Les réponses de relèvement précoce et de résilience ont été les moins financées, ne permettant pas d'endiguer la détérioration accélérée de la crise alimentaire.<sup>20</sup>

Répondre à la crise alimentaire et nutritionnelle nécessite également des réponses multisectorielles adaptées et suffisantes qui viendront renforcer la réponse étatique en protection sociale. Les secteurs de la santé ainsi que de l'eau hygiène et assainissements (EHA) sont particulièrement importants dans le contexte alimentaire et nutritionnel et nécessiteront des efforts beaucoup plus importants que l'année passée où le secteur de l'EHA n'était financé qu'à 12%.<sup>21</sup>

#### **4. Recommandations**

Les gaps dans la réponses d'urgence et surtout le manque d'accompagnement systématique par des réponses de relèvement précoce ont limité la capacité des humanitaires à prévenir la hausse exponentielle des besoins suite à la soudure de 2021. Pour rompre avec la spirale de hausse des besoins, il est crucial de mettre l'accent sur les réponses d'urgences, de résilience et de relance agricole et pastorale dès maintenant en préparation de la saison agricole de juin jusqu'aux récoltes d'octobre 2022.

**Le renforcement des réponses étatiques à la crise est central pour pouvoir espérer endiguer la crise avec notamment :**

- **La mobilisation des 21 millions USD<sup>22</sup> manquants pour permettre la mise en œuvre complète des filets sociaux du gouvernement prévue par le PNR ;**
- **L'adoption de mesures visant à stabiliser les prix des céréales et des aliments bétails ;**
- **La fourniture suffisante en intrants MAM et MAS dans les structures de santé ;**
- **La mobilisation des financements nécessaires pour pouvoir mener le cadre harmonisé d'octobre 2022.**

**Les donateurs humanitaires et de développement ont un rôle crucial à jouer et devraient:**

---

nombre de personnes en phase 3 à 5 pour juin-août 2020 ont augmenté de 20% entre celui d'octobre 2018 et celui de mars 2019 les projections du nombre de personnes en phase de crise ont augmenté de 32%.

<sup>16</sup> République du Mali, Présidence de la République, Commissariat à la Sécurité Alimentaire ; Plan National de Réponse au titre de l'année 2022 ; janvier 2022

<sup>17</sup> Cluster Nutrition, mars 2022

<sup>18</sup> Financial Tracking Service

<sup>19</sup> Ou montant de cash distribué.

<sup>20</sup> Cluster Sécurité Alimentaire Mali, *Analyse détaillée de la réponse des acteurs de la sécurité alimentaire en 2021*, Février 2022

<sup>21</sup> Selon les chiffres du FTS

<sup>22</sup> 12,4 milliards de FCFA mis en dollars ici pour plus de cohérence avec la suite des recommandations

- **Débloquer 150 millions USD d'ici mai 2022 pour les réponses de sécurité alimentaires urgentes & de relèvement précoce**, notamment **des distributions de rations complètes de vivres ou de cash** pour les plus vulnérables accompagnées systématiquement par :
  - Un **soutien au maintien puis à la reconstitution des moyens d'existence** à travers des activités génératrices de revenus, des activités d'épargnes villageoises et micro-crédits, des facilitations d'accès à la terre, aliment bétail, cheptel ou autres moyens d'existence ;
  - Un **soutien de la relance agricole** en semences, engrais et autres intrants agricoles aux petits producteurs dont les stocks sont épuisés ou insuffisants ;
  - Un **soutien de recapitalisation de cheptel** pour les petits éleveurs les plus vulnérables.
  
- **Débloquer 40 millions USD d'ici mai 2022 pour des réponses de prévention et de prise en charge de la malnutrition** et notamment<sup>23</sup> :
  - **Renforcer immédiatement la gestion des cas de malnutrition** (acquisition d'intrants, dépistage et référencement des cas, prise en charge avec l'application des protocoles simplifiés, supervisions formatives des agents dans les sites de prise en charge...) afin de sauver les vies des enfants et des femmes enceintes et allaitantes affectées ;
  - **Renforcer les pratiques optimales de l'alimentation** du nourrisson et du jeune enfant (**ANJE**) (allaitement exclusif, diversification alimentaire, promotion de la consommation des aliments locaux) ;
  - **Distribuer des compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels** pour les enfants de 6 à 23 mois et les femmes enceintes et allaitantes ;
  - **Promouvoir la consommation d'aliments locaux riches en micronutriments.**
  
- **Débloquer 25 millions USD pour l'EHA et 10 millions USD pour la santé d'ici mai 2022 avec un focus particulier sur les zones de malnutrition aiguë** notamment pour:
  - **La vaccination contre la rougeole et la couverture de la supplémentation en vitamine A**
  - **La prévention du paludisme par la Chimio Profilaxy Saisonnière (CPS) et la prise en charge des cas ;**
  - **La prévention et la prise en charge des cas de maladies diarrhéiques** à travers l'utilisation de la Solution de Réhydratation Orale (SRO Zinc) et l'amélioration de l'accès à l'eau potable, au lavage de main et aux services d'assainissement.
  
- **Mettre en place une coordination opérationnelle effective entre bailleurs humanitaires et de développement au sein du GEC**, pour maximiser l'impact des financements attribués et assurer :
  - Un **accompagnement systématique des réponses d'urgences par des réponses de relèvement précoce & de résilience**, y compris un soutien à la relance agricole et pastorale ;
  - **Une couverture géographique optimale** et coordonnée des besoins et limiter les redondances entre les réponses.
  - **La mise en place d'outils de financements adaptés par les bailleurs de développement permettant de soutenir des réponses de résilience** complémentaires aux réponses humanitaires, flexibles et adaptables aux évolutions rapides des besoins en zone de crise.

---

<sup>23</sup> Les domaines d'interventions cités ci-dessous pour la nutrition et la recommandation suivante EHA et santé sont repris directement des recommandations de l'IPC sur la malnutrition de juin 2021 à août 2022. Pour l'EHA et la santé les domaines d'interventions proposés sont ceux directement liés à la malnutrition et ne prétendent pas couvrir l'ensemble des interventions nécessaires en EHA et santé sur les mois qui viennent.

**Signataires (26)** : Action Contre la Faim, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, Alima, Care International, Caritas Suisse, Cluster Nutrition Mali, Danish Church Aid, Danish Refugee Council, GVC-Weworld, Hellen Keller International, Help-Hilfe zur Selbsthilfe, Humanité & Inclusion, International Medical Corps, International Rescue Committee, Mercy Corps, Norwegian Church Aid, Norwegian Refugee Council, Oxfam, Plan International, Première Urgence Internationale, Save the Children International, Solidarités International, Swiss Contact, Terre des hommes Suisse, Welt Hunger Hilfe, World Vision International



Hilfe zur Selbsthilfe



World Vision



Pour un monde sans faim

